Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n° 9 : Accès à la terre et développement rural : nouveaux enjeux, nouvelles opportunités

25 février 2009

Des dynamiques rurales en évolution : les enjeux de la propriété foncière et des politiques foncières

Julian Quan –Natural Research Institute (NRI)

Résumé exécutif

Cette présentation décrit brièvement la compréhension théorique et empirique des liens entre un accès sûr aux terres, la répartition des terres, l'investissement et la croissance économique, et envisage les obstacles à la mise en œuvre et à l'adaptation des régimes fonciers et des réformes de répartition des terres dans les pays en développement à la fin du vingtième siècle dans le contexte de l'évolution actuelle dans les régions rurales.

Les réformes de redistribution des terres ont dans une certaine mesure réussi à créer de nouveaux moyens de subsistance pour les populations pauvres sans terres, mais elles se sont heurtées à une opposition politique, à l'absence de soutien au développement à destination des communautés concernées et au déplacement régulier des pauvres sans terres vers les zones urbaines. Des politiques et des réformes institutionnelles relativement modestes mais complètes entraînant un renforcement progressif de la sécurité foncière ont significativement amélioré la croissance économique et le bien-être social, en Chine par exemple, et des politiques et des projets récents ont exploré diverses innovations foncières dans différents contextes. Une leçon essentielle est que des réformes foncières fructueuses nécessitent des solutions pragmatiques afin de développer et d'améliorer les droits fonciers et la gestion foncière. Toutefois, l'absence de capacités institutionnelles permettant de garantir des droits fonciers proportionnés constitue un obstacle de taille.

La présentation récapitule les leçons tirées et les défis qui en découlent afin d'élaborer des approches pragmatiques et modulables de sécurité foncière à faible coût, de s'inspirer de solutions antérieures en matière de sécurité et de gestion foncières, de réformer les organisations administratives inefficaces et corrompues, de renforcer les droits des femmes et d'améliorer l'harmonisation et la durabilité de l'implication des donateurs.

Nous comparerons deux exemples de programmes de réforme foncière en Afrique sub-saharienne (au Ghana et au Mozambique) et nous envisagerons leurs implications. Globalement, les réformes foncières doivent s'accompagner de mesures plus larges de soutien au développement d'une économie dynamique de petites exploitations, mais en pratique la plupart ont opté pour des approches hautement techniques et axées sur des secteurs spécifiques, mal coordonnées avec les autres aspects du développement rural.

Les défis se font plus pressants dans un contexte d'évolution mondiale rapide affectant la nature des zones rurales et de la pression exercée par la société, laquelle doit être bien comprise avant de se lancer dans une nouvelle génération de politiques de réformes et de projets fonciers. Une brève description de l'évolution dans les pays de l'OCDE et d'Amérique latine sera proposée, caractérisée par la croissance démographique, l'émigration, l'urbanisation et la croissance industrielle, faisant peser sur les zones rurales une pression extérieure supplémentaire susceptible d'affecter les pays ACP. L'intégration croissante des chaînes de valeur, des normes de qualité et d'efficacité des marchés urbains et mondiaux et de la demande de développement de biocarburants, de services environnementaux et touristiques favorisent davantage le contrôle des terres rurales par l'industrie agroalimentaire et les entreprises au détriment des petites exploitations.

La présentation envisage ensuite les conséquences très variables pour la prospérité économique et sociale des zones rurales et les conséquences pour les populations pauvres, largement tributaires d'une répartition antérieure des droits de propriété et des relations de pouvoirs et de la qualité et l'efficacité de la gouvernance du développement rural. Les obstacles spécifiques rencontrés sont passés en revue, ainsi que les ingrédients pouvant contribuer à un équilibre progressif entre croissance économique rurale et inclusion sociale et durabilité environnementale pour le développement rural.

Pour revenir aux questions foncières, la focalisation sectorielle prédominante sur les institutions, la sécurité et la réforme foncières est peu susceptible d'être fructueuse dans ce contexte en évolution. Le message clé est qu'il est nécessaire de progresser sur un certain nombre de points alliant réformes, foncières ou autres, de politique rurale et amélioration de la gouvernance locale et de la planification territoriale visant à faire face aux conflits en matière d'utilisation des terres et des ressources opposant différents groupes, ainsi qu'une décentralisation des réformes foncières et d'accès aux terres.